



Maja Sandu et Jewgenia Guzul – La Belle et la Bête (la Bête – à gauche)

Moldavie : l'UE réprime les forces qui refusent de s'aligner sur l'Occident

La Moldavie est en proie à des troubles depuis des années. Les parallèles avec les événements en Ukraine sont évidents et ne sont en aucun cas fortuits.

René Zittlau

mer. 20 août 2025

Introduction

La République de Moldavie est située dans le sud-est du continent européen. Avec une superficie d'un peu moins de 34 000 km² et une population de 2,4 millions d'habitants, elle est à peu près comparable au Land allemand de Brandebourg. On pourrait penser qu'il s'agit d'un petit territoire insignifiant en marge de la

conscience politique, d'autant plus que le pays n'est pas vraiment un géant économique. Malgré cette discrétion, il est tout à fait possible que ce petit État devienne le centre de l'attention politique dans les semaines et mois à venir. En effet, les processus politiques internes de la Moldavie reproduisent à échelle réduite la situation politique mondiale.

Bilan

En mars et avril 2024, j'ai rédigé deux articles sur la situation en Moldavie. Le point de départ était les résultats des élections locales dans le pays. Les articles examinent à la fois [l'influence historique de la Russie sur la région](#) et [la situation politique actuelle](#) dans ce pays divisé. Ce dernier s'est concentré en particulier sur les résultats des élections locales en Gagaouzie en mars 2023, qui ont été remportées par Yevgenia Guzul en tant que représentante du parti SOR. Le gouvernement central dirigé par Maia Sandu n'a pas reconnu les résultats, mais n'a pas réussi à fournir de preuves solides des nombreuses irrégularités alléguées qui l'empêchaient de reconnaître les résultats électoraux.



Situation géographique de la Gagaouzie au sein de la Moldavie

Cela a conduit à la situation absurde où la Commission électorale centrale n'a pas mentionné le lieu de travail ou la fonction électorale d'Yevgenia Guzul dans les résultats des élections, alors qu'elle exerçait de facto cette fonction, qui est comparable à celle d'un Premier ministre en Allemagne.

Auparavant, la commission électorale régionale de Gagaouzie avait déterminé que Guzul avait remporté l'élection avec environ 52,36 % des voix. Il a été jugé que les irrégularités identifiées n'invalidaient pas les résultats. Le 22 mai 2023, la Chambre d'appel de Comrat a [décidé](#) de valider les résultats électoraux – et donc de reconnaître le mandat de Guzul en tant que Bashkan (dirigeant).

Selon la constitution moldave, le Bashkan de Gagaouzie devient automatiquement membre du gouvernement central du pays. Cependant, suite à une visite de Guzul en Russie, Mme Sandu a refusé le 18 mars 2024 d'émettre le décret légalement requis nommant le chef de la Gagaouzie comme membre du gouvernement conformément à la constitution. Sa justification était que la Russie tentait de déstabiliser la situation en Moldavie par le biais de contacts avec des politiciens de l'opposition – c'est-à-dire des contacts avec le SOR et la Gagaouzie. Elle n'a fourni aucune preuve.

La Moldavie est un pays politiquement et culturellement profondément divisé. En raison de son histoire et de sa position géographique, elle est devenue un microcosme de la situation politique internationale. La population est pratiquement bilingue – moldave (une variante du roumain) et russe – ce qui signifie que la division entre l'Est et l'Ouest est déjà évidente dans la langue. Cela se reflète également dans les décisions de politique linguistique. Après l'entrée en fonction de Maia Sandu en tant que présidente en 2020, la Cour constitutionnelle de Moldavie a pris une mesure surprenante en révoquant le statut du russe comme « langue de communication interculturelle ». Il s'agissait d'un rapport de force dans le contexte des circonstances internationales.

Il y a une autre particularité : la région autonome de Gagaouzie au sud du pays se sent particulièrement proche de la Russie, malgré le fait qu'elle soit une province russophone avec une culture d'influence turque. Le peuple gagaouz parle principalement le gagaouz, une langue turcique étroitement liée au turc. De plus, beaucoup de Gagaouzes vivant dans la région autonome de Gagaouzie parlent également le russe (surtout dans les contextes officiels et scolaires) et souvent le roumain/moldave. Historiquement, le gagaouz a emprunté de nombreux mots au bulgare, au russe, au grec et au roumain.

Pour les stratèges de l'UE et de l'OTAN, il est impensable de permettre au pays de suivre sa propre voie. Ou, pour le dire autrement : pour les stratèges de l'UE et de l'OTAN, c'est l'occasion rêvée d'appliquer une version moldave du « diviser pour régner ».

Les objectifs politiques de Guzul

Puisque la présidente Sandu n'a apparemment trouvé aucun moyen légal d'empêcher Yevgenia Guzul d'exercer sa fonction élue, elle a cherché des moyens de rendre l'exercice des fonctions de la Bashkan aussi difficile que possible. Entre autres choses, elle a interdit le parti SOR, pour lequel celle-ci s'était présentée, dans l'espoir de priver Guzul de sa base de soutien.

Cependant, les citoyens de Gagaouzie ont soutenu leur dirigeante régionale et ont fait savoir très clairement qu'ils voulaient une politique différente de celle menée par la citoyenne roumaine occupant le poste de présidente moldave. Yevgenia Guzul est ainsi restée en fonction. Elle a clairement fait savoir à plusieurs reprises qu'elle souhaitait mener une politique en Gagaouzie qui incluait des relations amicales avec tous les pays voisins, y compris la Russie.

Intensification de la pression

En avril 2024, Yevgenia Guzul a été inculpée avec le SOR. Le Parquet anticorruption – oui, cet instrument américain d'influence politique a également été créé en Moldavie conformément aux directives de l'UE – a déclaré que Guzul avait systématiquement fait entrer de l'argent de Russie en Moldavie pour financer le parti. Guzul elle-même a qualifié ces allégations de fabriquées de toutes pièces. Le parquet n'a pas été en mesure de fournir des preuves concrètes.

Les accusations ont été portées par le ministère public après que Yevgenia Guzul, à la tête de la région largement autonome de Gagaouzie, eut commenté la possible sécession de la Gagaouzie de la Moldavie dans des circonstances très spécifiques. En mars 2024, elle avait écarté cette possibilité, mais a annoncé plus tard que la région pourrait faire sécession de la Moldavie en réaction à l'unification de la Moldavie avec la Roumanie – l'une des priorités politiques déclarées de Sandu. Si la Moldavie devait envoyer des troupes dans la région en réponse à une déclaration d'indépendance de la Gagaouzie, Guzul a déclaré en avril 2024 que la Gagaouzie solliciterait l'aide de tous – y compris la Russie.

Des élections présidentielles ont eu lieu en Moldavie en novembre 2024. Maia Sandu les a remportées principalement grâce aux votes exprimés en sa faveur depuis l'étranger. Même le [Frankfurter Allgemeine Zeitung](#) (FAZ) a dû l'admettre dans un rare élan d'honnêteté.

Die Diaspora hat Sandu gerettet

Von Michael Martens, Wien 04.11.2024, 17:24 Lesezeit: 4 Min.



Moldaus Präsidentin Maia Sandu ist wiedergewählt – dank der Diaspora. Im eigenen Land hat sie keine Mehrheit mehr. Für ihren Kurs in Richtung EU braucht sie dringend neue Verbündete.

[Frankfurter Allgemeine Zeitung](#)

Ce que le FAZ n'a pas dit : Le sauvetage était dû à la diaspora occidentale. Le gouvernement moldave et ses soutiens occidentaux ont fait tout leur possible pour motiver la diaspora à voter pour Sandu. Outre une vaste campagne publicitaire électorale, il y avait suffisamment de bureaux de vote et de moyens de transport pour garantir la participation des électeurs.

La situation était différente en Russie. Environ 500 000 Moldaves vivent en Russie, comparé à une population totale de 2,4 millions dans leur pays d'origine. Les responsables électoraux moldaves ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher leurs propres citoyens vivant en Russie de participer à l'élection. Le gouvernement moldave a installé un total de deux bureaux de vote à Moscou pour ces 500 000 Moldaves. Les gens ont fait la queue pendant des heures. Néanmoins, seule une fraction des personnes habilitées à voter a pu déposer son bulletin, ce qui a été déterminant pour la victoire électorale de Sandu.

Après cette cette parodie d'élection, la dirigeante de la Gagaouzie a accusé Maia Sandu de truquer l'élection présidentielle.

Situation actuelle avant les élections législatives du 28 septembre 2025

Le 25 mars 2025, Yevgenia Guzul a été arrêtée à l'aéroport de Chişinău alors qu'elle quittait le pays.

Elle était assignée à résidence depuis avril 2024.

Il y a quelques jours, le 5 août 2025, la dirigeante de la Gagaouzie a été condamnée à sept ans de prison pour financement illégal du parti SOR. Selon toutes les informations disponibles, le parquet n'a pas réussi à fournir de preuves étayant cette accusation, si bien que le verdict doit être considéré comme politiquement motivé.



Yevgenia Guzul (à gauche sur la photo) au tribunal le 5 août 2025.

“Il n’y a aucune preuve de financement, aucun enregistrement vidéo ou audio, aucun document qui confirmerait qu’elle a accepté de l’argent et qu’elle en a disposé.”

BOGDAN ZIRDJA, DIRECTEUR DE L'INSTITUT SOCIAL-DÉMOCRATE DE MOLDAVIE, APRÈS LE VERDICT

Et il ajoute :

"Ce verdict est unique dans l'histoire de la Moldavie. Je ne me souviens pas d'un cas où un responsable de ce rang ait jamais été emprisonné de

cette manière malgré les protestations lors des élections. C'est une insulte aux élections et à la démocratie. C'est un coup dur juste avant les élections. ... Aujourd'hui, toutes les structures en Moldavie, y compris les médias, sont sous contrôle occidental. Sandu a besoin d'un allié loyal en Gagaouzie, et ils feront tout pour en obtenir un."

BOGDAN ZIRDJA, DIRECTEUR DE L'INSTITUT SOCIAL-DÉMOCRATE DE MOLDAVIE, APRÈS LE VERDICT

Zirdja précise ainsi que le verdict est de nature purement politique.

Arkadij Barbaroschije, directeur de l'Institut pro-gouvernemental de politique sociale de Moldavie, a fait la déclaration prévisible suivante lors du même événement :

"En ce qui concerne la Gagaouzie, des élections locales doivent maintenant y être organisées pour voir comment les choses vont évoluer. Le verdict contre Guzul n'aggraver pas les relations entre la Russie et la Moldavie, car les choses ne peuvent pas empirer. En Moldavie, les gens sont convaincus que la Russie veut avancer via Odessa vers la Transnistrie puis vers Chişinău (Kichinev)."

ARKADIJ BARBAROSCHIJE

Barbaroschije nomme ainsi le véritable objectif principal de la condamnation de la figure symbolique qu'est Guzul – forcer de nouvelles élections en Gagaouzie avec un résultat prédéterminé conforme aux intérêts de la présidente Sandu, qui n'est arrivée au pouvoir que grâce à une mascarade électorale.

Cette démarche est intentionnelle. La Moldavie sous Sandu souhaite ardemment devenir membre de l'Union européenne le plus rapidement possible. À cette fin, les modifications législatives nécessaires sont en cours. Cependant, la partie beaucoup plus difficile consiste à obtenir le soutien majoritaire nécessaire à l'adhésion à l'UE parmi la population. Jusqu'à présent, les sondages n'ont pas montré le soutien dont Sandu et l'UE ont besoin, pas seulement dans le village gaulois qu'est la Gagaouzie, mais dans tout le pays. L'union avec la Roumanie mentionnée ci-dessus serait une option s'ils ne peuvent pas obtenir les votes. Sandu s'attend à ce qu'une majorité vote en faveur de l'unification avec la Roumanie, car plus de la moitié de la

population possède une citoyenneté roumaine supplémentaire. Si les deux États devaient fusionner, la Moldavie deviendrait automatiquement membre de l'UE — et de l'OTAN !



Des manifestants devant le ministère moldave de la Justice réclament la libération de Yevgenia Guzul.

Les risques politiques difficiles à évaluer liés à la condamnation de Yevgenia Guzul

Toutefois, la condamnation de la dirigeante de la Gagaouzie a entraîné non seulement des risques politiques inattendus, mais aussi très fâcheux pour le gouvernement central, car ceux-ci étaient difficiles à contrôler.

La présidente Sandu s'est donné beaucoup de mal pour présenter la procédure politique qu'elle avait initiée et orchestrée comme une faute personnelle de Guzul et une ingérence de la Russie dans les affaires intérieures de la Moldavie. Depuis plusieurs jours maintenant, des milliers de personnes descendent dans les rues de Moldavie à cause de ce procès. Cependant, elles manifestent principalement dans la capitale moldave Chişinău, loin de la Gagaouzie, ce qui donne à l'affaire Guzul une dimension nationale que Sandu voulait certainement éviter.

Les manifestations sont organisées par le parti SOR et l'alliance électorale POBEDA. Les manifestants ne soutiennent pas la décision du tribunal et exigent ainsi non seulement le rétablissement de l'ordre public en Gagaouzie, mais demandent aussi la libération d'Yevgenia Guzul.

Dans la nuit du 17 août 2025, la police a fait usage d'une brutalité extrême pour étouffer les manifestations. Elle a utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques et a arrêté des manifestants. [Les vidéos sur la chaîne de télévision pro-gouvernementale TV8](#) parlent d'elles-mêmes. J'aimerais attirer l'attention sur quelques détails. Les manifestants portent des pancartes avec des protestations en moldave, mais ils scandent principalement leurs revendications en russe. La journaliste de TV8 s'adresse aux manifestants en moldave. Cependant, ceux qui acceptent de lui parler s'expriment aussi principalement en russe.

Les manifestations massives en faveur de Yevgenia Guzul - et par extension contre Maia Sandu - risquent de donner à la campagne législative du 28 septembre une tournure très embarrassante pour les milieux européens, en Moldavie et au-delà

Ingérence ouvertement souhaitée

Lors d'une réunion du Conseil suprême de sécurité de la Moldavie, la présidente Sandu a récemment déclaré que la Russie « veut prendre la Moldavie sous son contrôle à l'automne » et « prépare une ingérence sans précédent », selon la chaîne de télévision moldave pro-gouvernementale TV 8.

Ce sont des formules qui ressemblent presque exactement à celles utilisées pour décrire l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016. La Maison Blanche vient de publier des documents qui classent cette ingérence comme de la désinformation.

Et une phraséologie qui est également monnaie courante dans toute l'UE et qui est constamment propagée au nom des valeurs européennes occidentales. [Pour la période 2025-2029](#), ces priorités ont été davantage détaillées (soulignements comme dans l'original)

Afin de défendre ces valeurs au sein et en dehors de l'UE, les priorités du Conseil européen dans ces domaines comprennent

- la promotion et le maintien de **l'État de droit**,*
- le renforcement de **la résilience démocratique et du débat**,*
- la protection des **médias libres et pluralistes et de la société civile**,*
- la lutte contre **l'influence étrangère et les tentatives de déstabilisation**,*
- s'assurer que les géants technologiques assument leurs responsabilités pour **protéger le débat démocratique sur internet**,*
- défendre **la Charte des Nations Unies** et promouvoir la paix, la justice*

et la stabilité dans le monde,

*- œuvrer vers **un système multilatéral réformé et plus inclusif.** » Le
Conseil européen*

THE EUROPEAN COUNCIL

La présidente de la Commission électorale centrale de Moldavie, Angeline Karaman, a parfaitement intériorisé ces valeurs. Elle a déclaré publiquement :

"L'objectif principal de Chişinău est l'adhésion de la Moldavie à l'UE. Par conséquent, l'UE a aussi le droit d'intervenir dans les élections."

ANGELINE KARAMAN

Un prix pour la favorite

Tous les moyens politiques disponibles seront utilisés pour soutenir la favorite européenne Sandu dans son rôle de médiatrice des valeurs européennes en Moldavie. En conséquence, la Fondation Hanns Seidel de la CSU est également passée à l'action et lui a **décerné le prix Franz Josef Strauß le 21 juin 2025**. Le discours élogieux déclarait :

"La politicienne fait campagne avec succès dans son pays natal pour la liberté, l'État de droit, et contre la corruption et l'abus de pouvoir. Elle est également une fervente partisane de l'Ukraine."

FONDATION HANNS SEIDEL

Afin de convaincre jusqu'aux derniers sceptiques des nobles objectifs de Maia Sandu et de ses convictions démocratiques, en particulier lorsqu'il s'agit d'organiser et de mener des élections, ils redoublent maintenant d'efforts :

"Avec cette récompense, la fondation honore l'engagement exceptionnel de Sandu en faveur de la démocratie, de l'État de droit et de l'intégration européenne dans son pays. En tant que première femme à occuper la plus haute fonction de la République de Moldavie, elle a constamment

poursuivi un parcours de réforme pro-européen en des temps géopolitiques difficiles."

FONDATION HANNS SEIDEL

Selon la fondation de la CSU, l'objectif du prix est le suivant :

"Le prix Franz Josef Strauß commémore l'héritage politique de celui qui lui a donné son nom. Il est décerné à des individus qui ont apporté une contribution exceptionnelle à la paix, à la liberté, à l'État de droit, à la démocratie et à la coopération internationale."

FONDATION HANNS SEIDEL

Mme Sandu a répondu au discours élogieux en ces termes :

"C'est avec une profonde gratitude que j'accepte cette reconnaissance au nom de tous ceux de mon pays et de notre région qui sont en première ligne d'une lutte que nous n'avons pas commencée, mais que nous sommes déterminés à mener – et que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre : la lutte pour la démocratie, la vérité et la paix."

MAJA SANDU

À ce stade, il vaut la peine de rappeler quelques faits concrets.

Pour s'assurer que Sandu puisse remporter l'élection présidentielle de 2020 « en tant que première femme », un réseau médiatique énorme pour les standards moldaves a œuvré pour sa victoire électorale : 12 sites d'information, 21 chaînes de télévision et 18 stations de radio étaient supervisés par des ONG sous contrôle étranger. Ils ont agi exclusivement en faveur de Sandu et systématiquement contre tous les candidats qui auraient pu la menacer.

Pour s'assurer que ces ONG puissent opérer sans entrave dans le pays conformément aux souhaits de leurs clients, la Moldavie a reçu une aide financière de 30 millions d'euros à condition qu'elle adopte une loi élargissant considérablement les activités des ONG dans le pays. Ironiquement, la loi a été adoptée sous la présidence d'Igor Dodon, le rival direct de Sandu lors de l'élection présidentielle de 2020.

Conclusion – Les valeurs européennes en action

En tant que pays profondément divisé, la Moldavie risque de devenir la prochaine zone de crise. Elle est poussée dans une direction similaire par l'UE et l'OTAN à celle qu'a connue l'Ukraine depuis 2013-2014.

L'UE et l'OTAN considèrent toutes deux la Moldavie comme un maillon important dans leur approche de l'Ukraine. Une partie significative des livraisons d'armes transite par ce pays, dont une grande partie provient de Roumanie, où l'une des plus grandes bases militaires américaines au monde est en construction. Les deux organisations ont donc besoin de ce qu'elles appellent des « conditions stables ». Il n'est donc pas surprenant que l'UE tente par tous les moyens d'imposer les fameuses valeurs européennes, même contre les intérêts déclarés de la population. La récente décision d'autoriser l'Ukraine à recruter des mercenaires moldaves en Moldavie pour la guerre confirme cette orientation.

Le fait que Maia Sandu ait été présentée comme « Présidente de l'Ukraine » sur la chaîne de télévision moldave pro-gouvernementale TV8, compte tenu de son comportement général et de ses actions politiques difficilement conciliables avec la démocratie, ressemble davantage à une révélation involontaire qu'à un simple « lapsus freudien ».



TV8 en septembre 2024

Ce que l'UE fait en Moldavie consiste essentiellement à utiliser des techniques d'« ingénierie sociale » qui ont déjà été employées dans d'autres pays, y compris au sein de l'UE. Il suffit de penser à la façon dont les élections présidentielles en Roumanie ont été annulées en 2024. D'autres exemples peuvent être trouvés dans les actions du parlement et du gouvernement allemands contre l'AfD ou le BSW. Il ne faut pas non plus oublier la répression massive, voire brutale, de l'État allemand contre les dissidents pendant la pandémie de coronavirus. Des exemples comparables peuvent

être trouvés dans les actions de l'État français contre Marine Le Pen et les Gilets Jaunes, ou dans la tentative soutenue par l'UE de faire tomber le parti FIDESZ au pouvoir en Hongrie en protégeant massivement le parti Theiss. La liste est loin d'être complète.

Le renforcement méthodique de l'influence des soi-disant ONG — c'est-à-dire des organisations "non gouvernementales" — par les gouvernements des États membres et par l'UE elle-même poursuit un objectif unique : préparer le terrain à une infiltration arbitraire et manipulatrice des sociétés, afin de remodeler les États au profit d'une élite trans-européenne antidémocratique. Les États qui ont été transformés de cette manière, rendus dépendants de tiers et privés de leur identité, peuvent être détournés pour n'importe quelle idée politique, aussi obscure et répugnante soit-elle. L'Ukraine en est un exemple éloquent et tragique,

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Sandu, Maria Guzul, Yevgenia Moldavie L'UE Moldavie Gagaouzie Zirdja, Bogdan
Barbaroschije, Arkadij Le Pen, Marie L'OTAN L'UE Fondation Hanns Seidel Analyse